



Pascale Dionne Associée

T 514.954.2516
F 514.954.1905
Montréal
PDionne@blg.com
[LinkedIn](#)

[Fusions et acquisitions](#)
[Infrastructures](#)
[Contrats de PPP](#)
[Financement de projet](#)
[Services financiers](#)
[Capital-investissement et capital de risque](#)
[Marchés financiers](#)

Pascale Dionne possède une expertise particulière en droit des affaires, notamment dans le domaine du financement d'entreprise. Grâce à la grande diversité de ses clients et à la variété des dossiers auxquels elle a participé, Pascale a acquis une vision globale et une compréhension approfondie des enjeux d'affaires. Ainsi, elle est en mesure d'établir des stratégies optimales pour atteindre les résultats recherchés, et ce, dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

Pascale s'est forgé une expertise pointue pour ce qui touche le financement mezzanine et la subordination de créances de même que la structuration et la négociation d'ententes entre créanciers. En outre, elle possède de l'expérience en ce qui concerne les sûretés visant diverses catégories d'actifs et de droits, notamment les aéronefs et les moteurs d'aéronefs ainsi que les droits et contrats miniers.

Les clients de Pascale apprécient grandement ses services. Ses compétences en matière de gestion de projets, de rédaction et de négociation lui permettent de réaliser sans encombre ces opérations souvent complexes.

Expérience

- A représenté Télésat dans le cadre d'un accord de financement de 2,54 G\$ (pour sa filiale Télésat LEO Inc.) pour le développement d'une constellation de satellites à large bande.

- Le Fonds de solidarité FTQ et Capital régional et coopératif Desjardins, dans le cadre du financement d'une acquisition aux côtés de Novacap, la Fédération des Caisses Desjardins, la Banque Nationale et d'autres investisseurs minoritaires, relativement à l'acquisition par Bestar, fabricant et fournisseur d'ameublement pour la maison et le bureau, de la société américaine Bush Industries, chef de file de la fabrication et de la vente de mobilier résidentiel et de bureau aux États-Unis.
- **NouvLR** relativement à l'approvisionnement et à la construction du projet de train léger sur rail, le Réseau express métropolitain de Montréal.
- **La Caisse de dépôt et placement du Québec** dans le cadre de son placement en titres de capitaux propres dans Groupe de Chaîne d'Approvisionnement Metro.
- **NorthStar Ciel et Terre Inc.** dans le cadre son financement de 52 M\$ CA provenant des gouvernements du Canada et du Québec ainsi que de ses partenaires stratégiques Telesystem Space Inc. et la Space Alliance d'Europe.
- Un fonds privé d'investissement au Canada dans le cadre de la mise en place de facilités de crédits de plusieurs dizaines de millions de dollars visant à supporter sa stratégie de croissance.
- **La Caisse de dépôt et placement du Québec** lors d'un investissement en capital-actions de 7 M\$ dans TrackTik Software Inc ainsi que la ronde B subséquente.
- **La Caisse de dépôt et placement du Québec** lors d'un investissement sous forme de prêt subordonné à Groupe de Chaîne d'Approvisionnement Metro.
- **CiToxLAB Group Inc.** dans le cadre de l'acquisition d'AccelLAB Inc.
- Une importante société œuvrant dans les infrastructures reliées aux télécommunications dans le cadre de la mise en place d'une première syndication bancaire pour des crédits totalisant plus de 100 millions de dollars.
- A agi pour le compte de non-résidents dans le cadre de la mise en place des financements avec effet de levier requis pour l'acquisition hostile d'une société ouverte et son opération de fermeture concurrente.
- Un fabricant québécois ayant des installations manufacturières et des activités en Amérique du Nord et en Europe dans le cadre de la mise en place de diverses facilités de crédit garanties de type financement reposant sur l'actif de plusieurs millions de dollars.
- L'acheteur potentiel de diverses scieries situées au Québec dans le cadre d'une transaction de plus de 200 millions de dollars.
- A agi à titre de conseillère juridique principale dans le cadre de l'acquisition par la direction de Cad Railway Industries et de la mise en place des financements requis pour cette acquisition.
- L'acheteur dans le cadre de l'acquisition de diverses usines de pâtes et papiers et de scieries situées au Québec et de la mise en place de financements publics totalisant plus de 100 millions de dollars chacun visant ces acquisitions et la conversion subséquente de ces usines.
- Un exploitant de centres d'hébergement et de soins de longue durée dans le cadre d'un projet de construction financé sous forme de partenariat public-privé.
- Des soumissionnaires dans le cadre de processus d'appels d'offres pour la fourniture et la vente à Hydro-Québec d'électricité produite à partir de centrales de cogénération.
- Un propriétaire et exploitant de réseaux de fibres optiques dans le cadre de la mise en place d'ententes de conception-construction (*design-build*), de maintenance de réseaux de fibres optiques et de détention en copropriété de tels réseaux.
- Des sociétés propriétaires de réseaux de fibres optiques au Québec et en Ontario dans le cadre de leur fusion avec un concurrent et de l'investissement par un fonds privé dans cette nouvelle société.
- Agit pour le compte d'un soumissionnaire qualifié dans le cadre du projet en mode conception, construction et financement d'un regroupement de quatre écoles secondaires.
- A agi pour le compte du soumissionnaire sélectionné dans le cadre du projet de conception, construction et financement de maisons pour aînés et maisons alternatives de la région de Saguenay-Lac-Saint-Jean.

- A agi pour le compte du soumissionnaire sélectionné dans le cadre du projet de conception, construction et financement de maisons pour aînés et maisons alternatives des régions de Laval, des Laurentides, de Lanaudière.
- Agit pour le compte du soumissionnaire retenu dans le cadre du projet de conception, construction et financement pour le palais de Justice de Brampton en Ontario et le centre de détention s'y rattachant.

Perspectives et événements

- Autrice, « Projet de loi 69 : une nouvelle ère pour le secteur de l'énergie au Québec », article de BLG, septembre 2024
- Autrice, « Création de Mobilité Infra Québec : d'importants pouvoirs pour cette agence », article de BLG, mai 2024
- Autrice, « Les projets majeurs d'infrastructures publiques au Québec : une réforme importante du cadre législatif », article de BLG, mai 2024
- Pistes de réflexion, points de vue de BLG, septembre 2023
- Autrice, « Prendre des risques mesurés en tant que professionnelle – Manjit Minhas », article de BLG, mars 2022
- Autrice, « Projet de loi n° 12 : des pouvoirs accrus pour l'Autorité des marchés publics », article de BLG, février 2022
- Tendances à surveiller en 2021 – Infrastructures : synonymes de reprise économique, points de vue de BLG, janvier 2021
- Autrice, « Private Equity Rollups: Strategic Considerations », article de BLG, février 2020

À l'extérieur de BLG

Activités professionnelles

- Membre, Association du Barreau canadien

Prix et marques de reconnaissance

- Reconnue dans le numéro 2026 (et depuis 2024) de la publication *Best Lawyers in Canada®* (Droit des sociétés). Reconnue aussi depuis 2020 (Droit bancaire et financier, Droit des fusions et acquisitions, Financement de projets et Marchés publics) et reconnue à titre d'« Avocate de l'année » et également reconnue en 2026 comme « Avocate de l'année » (Financement de projets).
- Reconnue dans le numéro 2026 de la publication *The Legal 500* (Projets d'infrastructure).
- Reconnue dans le numéro 2025 (et depuis 2021) de la publication *Lexpert Special Edition: Finance and M&A*.
- Reconnue dans le numéro 2025 (et depuis 2024) de la publication *The Canadian Legal Lexpert® Directory* (Financement de projet), depuis 2023(Capital-investissement), ainsi que depuis 2022 (Fusions et acquisitions), 2022 et 2023 (Droit des infrastructures), depuis 2021 (Financement d'actifs et d'équipement et crédit-bail), depuis 2020 (Droit des sociétés et droit commercial – moyennes entreprises) et depuis 2018 (Services bancaires et institutions financières) de ce répertoire.
- Reconnue dans le numéro 2025 (et depuis 2021) et 2018 de la publication *Lexpert®/ Report on Business Special Edition – Canada's Leading Infrastructure Lawyers*.

- Reconnue dans le numéro 2023 de *The Lexpert®/American Lawyer Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada* (Droit des sociétés et Sociétés à moyenne capitalisation).
- Désignée à titre d'*Incontournable* du droit en 2015 par la revue *Première en affaires*.
- Désignée en 2013 à titre de *Rising Star* par *Lexpert®*.

Admission au Barreau et formation

- Québec, 1996
 - Certificat, Accelerated Leadership Program (programme de leadership accéléré), Faculté de droit de Harvard, 2018
 - LL. B. (avec mention d'excellence), Université de Montréal, 1995
-

BLG | Vos avocats au Canada

Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. (BLG) est le plus grand cabinet d'avocats canadien véritablement multiservices. À ce titre, il offre des conseils juridiques pratiques à des clients d'ici et d'ailleurs dans plus de domaines et de secteurs que tout autre cabinet canadien. Comptant plus de 800 avocats, agents de propriété intellectuelle et autres professionnels, BLG répond aux besoins juridiques d'entreprises et d'institutions au pays comme à l'étranger pour ce qui touche les fusions et acquisitions, les marchés financiers, les différends et le financement ou encore l'enregistrement de brevets et de marques de commerce.

blg.com

© 2026 Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L., S.R.L. Borden Ladner Gervais est une société à responsabilité limitée de l'Ontario.